

## MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

### PASSE SUR PROCEDURE FORMALISEE

#### REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

**OBJET DU MARCHE PUBLIC :**

La vérification des installations électriques, gaz, systèmes de sécurité incendie (SSI), lignes de vie et points d'ancrage du patrimoine Adoma

**DONNEUR D'ORDRE :**

ADOMA – Société d'Economie Mixte au capital de 133 106 688 Euros, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris : RCS Paris B 788 058 030

33, avenue Pierre Mendès-France -75013 Paris

Représenté par : Gilles De WARREN

En sa qualité de : Secrétaire Général

**DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES PROPOSITIONS :**

**(Voie électronique et copie de sauvegarde)**

**Le 17.06.2024 à 12h00**

**Adresse où les éventuelles copies de sauvegarde doivent être remises :**

Adoma

Direction Juridique

A l'attention du Secrétariat de la Commission d'appel d'offres Nationale – 33 avenue Pierre Mendès France – 75013 Paris

**Horaires d'ouverture des locaux pour ce qui concerne le dépôt éventuel des copies de sauvegarde :**

- Du lundi au vendredi de : 08 heures à 18 heures

Sauf les jours fériés ou de fermeture exceptionnelle.

**COMMUN A L'ENSEMBLE DES LOTS**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Objet de l'appel d'offres et conditions de l'accord cadre.....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet de l'accord cadre .....	3
1.2 Forme et étendue de l'accord cadre.....	3
1.3 Durée de l'accord-cadre.....	3
<b>Article 2 : Conditions de l'appel d'offres .....</b>	<b>3</b>
2.1 Mode d'appel d'offres.....	3
2.2 Retrait et composition du dossier de consultation .....	4
2.3 Groupement d'opérateurs économiques.....	4
2.4 Mode de dévolution de l'accord-cadre .....	5
2.5 Variantes.....	5
2.6 Notification d'erreurs éventuelles dans les documents d'appel d'offres .....	5
2.7 Modifications de détail au dossier de consultation .....	5
2.8 Délai de validité des offres.....	5
2.9 Mode de règlement.....	5
<b>2.10 Visites des sites Adoma .....</b>	<b>5</b>
<b>Article 3 : Présentation des candidatures et des offres .....</b>	<b>6</b>
3.1 Le premier dossier contient les éléments nécessaires à la sélection des candidatures .....	6
3.2 Le deuxième dossier contient les éléments nécessaires au choix de la proposition .....	7
<b>Article 4 : Conditions d'envoi et de remise des plis.....</b>	<b>8</b>
4.1 Conditions de la dématérialisation .....	8
4.2 Conditions d'envoi des propositions .....	9
4.3 Sanction.....	10
<b>Article 5 : Jugement des candidatures et des offres – Choix de l'attributaire.....</b>	<b>10</b>
<b>Article 6 : Attribution : Régularité administrative et fiscale – Signature de l'accord-cadre.....</b>	<b>11</b>
6.1 Régularité administrative et fiscale - Attribution de l'accord-cadre .....	11
6.2 Signature des pièces de l'accord-cadre .....	12
<b>Article 7 : Renseignements complémentaires .....</b>	<b>12</b>
Annexe 1 : attestation sur l'honneur	
Annexe 2 : devis quantitatif et estimatif	
Annexe 3 : cadre de réponse du mémoire organisationnel et technique	
Annexe 4 : visites de sites préconisées	
Annexe 5 : bon de visite	

## ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES ET CONDITIONS DE L'ACCORD CADRE

### 1.1 Objet de l'accord cadre

La présente consultation porte sur un accord-cadre de service ayant pour objet : **La vérification des Installations électriques, gaz, systèmes de sécurité incendie (SSI), lignes de vie et points d'ancrage du patrimoine Adoma.**

**La localisation géographique des sites figure en annexe n°1 de chaque acte d'engagement.**

LOT N°1 : Ile de France, Nord et Atlantique  
LOT N°2 : Est, Auvergne Rhône-Alpes, Méditerranée

### 1.2 Forme et étendue de l'accord cadre

Le marché public a la forme d'un accord-cadre au sens des articles L. 1111-3 et R. 2162-2 alinéa 2 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

L'exécution de l'accord-cadre sera ordonnée par bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins, en vertu des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum : Adoma ne s'engage pas sur une quantité minimum à commander pendant la durée de l'accord-cadre. Les quantités estimatives pour la durée de l'accord-cadre sont indiquées en annexe 2 au présent document. Ces quantités sont indiquées à titre indicatif et, sont dénuées de toute valeur contractuelle.

Le montant maximum annuel est de :

LOT N°1 : Ile-de-France, Nord et Atlantique : 260 000 € HT  
LOT N°2 : Est, Auvergne Rhône-Alpes, Méditerranée : 210 000 € HT

Les bons de commande sont des documents écrits, adressés au Titulaire de l'accord-cadre dans les conditions définies à l'article 8 du C.C.A.P.

### 1.3 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme **de deux (2) ans et prendra effet à compter de la date de la réception de sa notification à l'attributaire désigné.**

Il est précisé que l'accord-cadre est reconductible tacitement par Adoma par périodes de douze (12) mois.

En tout état de cause, la durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas dépasser quatre (4) années, période initiale incluse.

Le responsable de l'accord-cadre informera le titulaire, le cas échéant, de la non-reconduction de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois au moins avant l'expiration de la période de validité en cours.

A titre indicatif, les prestations devraient débuter dès octobre 2024.

## ARTICLE 2 : CONDITIONS DE L'APPEL D'OFFRES

### 2.1 Mode d'appel d'offres

Le présent appel d'offres est ouvert et européen, en vertu des articles R. 2124-1, R. 2124-2, R. 2161-1 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 2.2 Retrait et composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation peut être téléchargé gratuitement sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics du Groupe CDC Habitat dès la publication de l'avis d'appel à concurrence, dont l'adresse est la suivante : <https://cdc-ha.cdc-habitat.fr/entreprise> ; l'adresse complète de téléchargement figure dans l'avis d'appel à concurrence.

Le dossier est également disponible sur le site d'Adoma :

<http://www.adoma.cdc-habitat.fr/adoma/Travailler-avec-Adoma/Espace-fournisseurs/p-44-Appels-d-offres.htm>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Si cette identification n'est pas réalisée, il appartiendra au candidat de récupérer ultérieurement par ses propres moyens les informations diffusées par Adoma.

Il comprend les quatre pièces suivantes :

- 1 - le présent Règlement de Consultation (R.C) et ses annexes,
- 2 - l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes,
- 3 - le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes,
- 4 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

## 2.3 Groupement d'opérateurs économiques

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics. Pour la présentation d'une candidature ou d'une offre, l'acheteur ne peut exiger que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Dans les deux formes de groupements mentionnées ci-avant, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

Toutefois, pour ne pas fausser la concurrence, il est interdit aux candidats de présenter pour un même lot, plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membre de plusieurs groupements.

## 2.4 Mode de dévolution de l'accord-cadre

**Conformément aux dispositions des articles L. 2113-10, L. 2113-11 et R. 2113-1 du Code de la commande publique, il est prévu une décomposition du marché en lots séparés.**

Bien que les prestations soient d'une nature homogène, ces dernières sont divisées en **deux (2)** lots, selon un **découpage géographique**, comme suit :

- Lot n°1 : Ile de France, Nord et Atlantique
- Lot n°2 : Est, Auvergne Rhône-Alpes, Méditerranée

Chaque lot constitue un tout indivisible auquel doit répondre le candidat dans sa totalité.  
Chaque candidat peut présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

## 2.5 Variantes

La présentation de variantes libres à l'initiative du candidat est proscrite.

Aucune variante obligatoire à l'initiative du pouvoir adjudicateur n'est prévue.

## 2.6 Notification d'erreurs éventuelles dans les documents d'appel d'offres

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux pièces de l'accord-cadre. Dans le cas où la rédaction de ces documents leur apparaîtrait anormale ou équivoque, il leur appartiendra de le signaler par écrit à Adoma.

## 2.7 Modifications de détail au dossier de consultation

Adoma se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, au plus tard 10 (dix) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Le point de départ de ce délai est la date d'envoi des lettres modificatives.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier ainsi modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.8 Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est fixé à CENT VINGT (120) jours à compter de la date limite de remise des propositions précisée en page de garde du présent règlement de la consultation.

## 2.9 Mode de règlement

Les règlements des sommes dues aux entreprises attributaires, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, seront effectués, après acceptation, par virement bancaire intervenant dans un délai maximal de SOIXANTE (60) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement à considérer.

## 2.10 Visites des sites Adoma (facultatives)

Les candidats souhaitant remettre une offre dans le cadre du présent accord-cadre pourront visiter les sites dont la liste figure en annexe 4 des présentes.

Ces visites ont pour but d'appréhender les conditions de réalisation des prestations et de répondre sans équivoque à la consultation.

Les candidats ne pourront se prévaloir d'une modification de leur offre pour méconnaissance des lieux.

Un bon de visite, figurant en annexe n°5 au présent Règlement de la Consultation, devra être rempli et signé par le candidat et, devra porter les noms, signature et cachet du représentant local Adoma et joint à l'offre.

Les visites des sites seront organisées sur prise de rendez-vous avec la personne indiquée à l'annexe 4.

La date limite de prise de RDV est fixée au 15 mai et la date limite des visites est fixée au vendredi 31 mai 2024.

### ARTICLE 3 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

#### 3.1 Le premier dossier contient les éléments nécessaires à la sélection des candidatures

**Chaque candidat devra produire :**

**1 ➤** Une lettre de candidature indiquant l'intention de soumissionner pour l'appel d'offres, mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et le mandataire explicitement.

**2 ➤** Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

**3 ➤ Une déclaration sur l'honneur (conforme au modèle en annexe n°1 au présent Règlement de la Consultation)** mentionnant qu'il :

- a) n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique,
- b) est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

**4 ➤** Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

**5 ➤ Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leurs capacités professionnelles, techniques et financières :**

- Capacités techniques et professionnelles :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres est accepté ;

- Capacités financières :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du

début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

## **6 ➤ Les pièces définies ci-dessous permettant l'évaluation de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle :**

- Accréditations et certifications obligatoires pour effectuer les vérifications périodes.

### **Il est précisé que :**

- en cas de sous-traitance / co-traitance, si celles-ci doivent servir au candidat pour justifier de ses capacités financières, professionnelles et techniques, ce dernier remet un engagement écrit de chaque sous-traitant / co-traitant par lequel celui-ci s'engage à mettre à la disposition du candidat, si ce dernier est attributaire, ses moyens pour l'exécution de l'accord-cadre. En outre, pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières de cet (ces) opérateur(s) économique(s), le candidat produit les mêmes documents concernant cet (ces) opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés ci-dessus ;
- **les documents et attestations énumérés par le présent article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française ;**
- les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qu'Adoma peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit ;
- les candidats peuvent en lieu et place de leur lettre de candidature et de leurs déclarations avoir recours au Document Unique de Marché Européen (DUME).

## **3.2 Le deuxième dossier contient les éléments nécessaires au choix de la proposition**

### **1 ➤ Un projet d'accord-cadre comprenant :**

- Un acte d'engagement (AE) (cadre ci-joint à compléter et à dater) et ses annexes, à savoir :
  - Localisation géographique du patrimoine Adoma
  - Le bordereau de prix unitaires (BPU)
  - En cas de demande(s) de sous-traitance, pour chaque sous-traitant ainsi présenté, un projet d'acte spécial de sous-traitance (DC4) et ses annexes (à compléter et à dater) ;
- Le CCAP et le cas échéant son annexe daté(s) ;
- Le CCTP et le cas échéant son(ses) annexe(s) daté(s).
- L'annexe 2 du RC devis quantitatif et estimatif (DQE)

### **2 ➤ Mémoire justificatif des dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des prestations et l'annexe 3 du RC Cadre de réponse du mémoire organisationnel et technique.**

Ces documents, comprendront notamment les éléments suivants :

- *Organisation dédiée à Adoma pour l'exécution de la mission : équipe dédiée au pilotage opérationnel de l'accord-cadre, organisation miroir (périmètre d'intervention des techniciens au niveau régional). Nombre et CV des personnes affectées à l'encadrement des techniciens intervenants à la réalisation des missions sur les sites Adoma et organigrammes.*

- *Présentation générale et détaillée de la plate-forme extranet mise à disposition, reprenant notamment toutes les fonctionnalités informatiques proposées, répondant à minima aux exigences requises au sein du CCTP (permettant à Adoma de suivre de manière dématérialisée les rapports de contrôle, la hiérarchisation des non-conformités, la levée des réserves, les commandes et la facturation), les optimisations proposées au-delà des exigences requises au sein du CCTP.*

*Présentation détaillée des services d'assistance, de SAV et de Hotline proposés précisant également les mesures palliatives proposées en cas de dysfonctionnement afin de garantir un service continu à Adoma.*

- *Optimisation des délais conformément à l'article 7.4.1 du CCTP dans le cadre du développement du e-registre*

## ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

### **La remise des plis par voie papier est proscrite.**

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Par ailleurs, toute offre non conforme aux règles d'envoi définies ci-après ne sera pas acceptée.

### **4.1 Conditions de la dématérialisation**

Les offres devront être transmises sur le profil acheteur à l'adresse suivante :

<https://cdc-ha.cdc-habitat.fr>,

**avant la date limite de réception des plis fixée en page de garde du présent règlement de la consultation.** L'heure limite retenue pour la réception de la proposition **correspondra au dernier octet reçu.**

Les soumissionnaires devront constituer leur dossier en tenant compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée :

- Tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :
  - standard .zip
  - Adobe® Acrobat® .pdf
  - Rich Text Format .rtf
  - .doc ou .xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
  - le cas échéant, le format DWF
  - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif

En cas de format différent, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter l'offre du candidat.

- Le soumissionnaire est invité à :
  - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
  - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
  - traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.



## 4.2 Conditions d'envoi des propositions

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la salle des consultations du site web :

<https://cdc-ha.cdc-habitat.fr/?page=Entreprise.EntrepriseGuide&Aide>

**Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Il est donc recommandé aux candidats de ne pas attendre le dernier moment pour télécharger leur dossier, et d'anticiper le temps de téléchargement.**

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre la proposition sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser par courriel au service de support en ligne mis en place pour les

entreprises. Pour y accéder, cliquer sur l'icône  positionné à droite de l'écran. Un nouvel onglet s'affiche dans le navigateur de l'utilisateur, avec l'accès à une FAQ, à partir d'une liste de sélection. Celle-ci permettra, par la suite d'accéder aux fonctionnalités suivantes

- Un bandeau permettant d'accéder au suivi d'une demande (« ticket »),
- Un espace affichant les données liées aux contextes applicatif, métier et technique de l'utilisateur effectuant la demande,
- La création d'un ticket d'assistance

### **Programme informatique malveillant ou « virus » :**

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, le document électronique sera rejeté et le candidat sera informé.

### **Copie de sauvegarde :**

La copie de sauvegarde devra :

- Soit être remise « en mains propres », contre récépissé à Adoma – Direction Juridique – Secrétariat de la Commission d'appel d'offres Nationale - sise 33 avenue Pierre Mendès France – 75013 PARIS, avec la mention consultation portant sur « **La vérification des installations électriques, gaz, systèmes de sécurité incendie (SSI), lignes de vie et points d'ancrage du patrimoine Adoma** » pendant les jours et plages horaires suivants : du lundi au vendredi, de 08h00 à 18h00 ;
- Soit être envoyée par voie postale, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine, la date et l'heure de sa réception c'est-à-dire par courrier recommandé avec accusé de réception ou par Colissimo recommandé ou tout système analogue à l'adresse susmentionnée, et parvenir à destination,

**avant la date limite de réception des plis fixée en page de garde du présent Règlement de la Consultation.**

Lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document, accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD, clés usb...) ou papier envoyé dans les délais impartis pour la

remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde, est à placer sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans la candidature et/ou l'offre transmise par voie électronique ; la trace de cette malveillance doit être conservée.

- une candidature et/ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature et/ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures et/ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde sur support électronique, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte, celle-ci est détruite par l'acheteur.

Les éléments concernés doivent être remis contre récépissé, sous pli cacheté, avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement.

**Les documents remis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas acceptés, et rendront la proposition remise par voie dématérialisée irrecevable.**

#### 4.3 Sanction

Toute offre non conforme à la présentation et aux règles d'envoi susvisées ne sera pas acceptée.

### ARTICLE 5 : JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES – CHOIX DE L'ATTRIBUTAIRE

#### ➤ Jugement des candidatures :

Seront éliminés :

- les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des documents dûment remplis exigés à l'article 3.1 du présent règlement de consultation, le cas échéant après avoir demandé à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous ;

- les candidats dont les garanties professionnelles et/ou techniques et/ou financières sont insuffisantes.

#### ➤ Jugement des propositions :

Après élimination des propositions reçues hors délais (article R.2143-2 du Code de la commande publique) et, des propositions non conformes (irrégulière, inacceptable ou inappropriée) au sens de l'article R. 2152-1 du Code de la commande publique, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie à l'issue d'un classement, selon les critères suivants pondérés :

- **Prix unitaires renseignés au sein du bordereau des prix unitaires, étant précisé qu'un devis quantitatif estimatif figurant en annexe n°2 du RC a été réalisé afin d'apprécier les offres entre elles : 50 %**
- **Valeur technique : 50%**
  - Organisation dédiée à Adoma pour l'exécution de la mission : équipe dédiée au pilotage opérationnel de l'accord-cadre, organisation miroir (périmètre d'intervention des techniciens au niveau régional). Nombre et CV des personnes affectées à l'encadrement des techniciens intervenants à la réalisation des missions sur les sites Adoma et organigrammes. 20%

- *Présentation générale et détaillée de la plate-forme extranet mise à disposition, reprenant notamment toutes les fonctionnalités informatiques proposées, répondant à minima aux exigences requises au sein du CCTP (permettant à Adoma de suivre de manière dématérialisée les rapports de contrôle, la hiérarchisation des non-conformités, la levée des réserves, les commandes et la facturation), les optimisations proposées au-delà des exigences requises au sein du CCTP. 15%*
- *Présentation détaillée des services d'assistance, de SAV et d'Hotline proposés précisant également les mesures palliatives proposées en cas de dysfonctionnement afin de garantir un service continu à Adoma. 10%*
- *Optimisation des délais conformément à l'article 7.4.1 du CCTP dans le cadre du développement du e-registre 5%*

Pour le jugement du critère valeur technique, les soumissionnaires seront évalués sur la base des réponses qu'ils auront fournies dans leur mémoire technique. A ce titre, il est rappelé aux soumissionnaires qu'ils doivent renseigner la trame de réponse fournie dans le dossier de consultation à l'annexe 3 du présent règlement de consultation. En cas de renvoi à un mémoire général, le numéro de page sera indiqué.

### **Les offres seront analysées lot par lot.**

#### ➤ *Note éliminatoire*

*L'examen du critère prix est conditionné à l'obtention d'une note égale ou supérieure à 25 points sur 50 à l'issue de l'examen du critère valeur technique.*

*Par conséquent, les candidats qui auront obtenu une note inférieure à ce seuil de 25 points pour la valeur technique ne seront pas admis à la phase économique.*

#### ➤ **Régularisation des offres irrégulières :**

Préalablement à l'application des critères susvisés, Adoma pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

#### ➤ **Dispositions particulières :**

Si au terme de la consultation, un candidat est informé de l'intention d'Adoma de lui attribuer l'accord-cadre, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni élever aucune réclamation dans l'hypothèse où cette dernière déciderait d'abandonner l'opération avant la notification de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 6 : ATTRIBUTION : REGULARITE ADMINISTRATIVE ET FISCALE – SIGNATURE DE L'ACCORD-CADRE**

### **6.1 Régularité administrative et fiscale - Attribution de l'accord-cadre**

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre ne devra pas être frappé par l'une des interdictions visées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique.

A ce titre et conformément aux dispositions des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R.2143-16 du Code de la commande publique :

- a) il est accepté comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné aux articles L. 2141-1 et L. 2141-4 du Code de la commande publique, une déclaration sur l'honneur.
- b) En outre, il est accepté comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales devant

donner lieu à délivrance d'un certificat ainsi que la liste des administrations et organismes compétents.

Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

- c) Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles [R. 1263-12](#), [D. 8222-5](#) ou [D. 8222-7](#) ou [D. 8254-2](#) à [D. 8254-5](#) du code du travail.
- d) L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du Code des marchés publics, la production d'un extrait du registre pertinent, tel qu'un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.
- e) Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés au a) à d), ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Les candidats devront joindre une traduction en français aux documents rédigés dans une autre langue qu'ils remettent en application du présent article.

En cas de non-présentation des documents énoncés ci-dessus, de manière spontanée, au stade de la remise des candidatures, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre sera tenu de produire lesdits documents, dans le délai maximum de 7 jours calendaires, décompté à partir de l'émission de la demande adressée par télécopie ou courrier avec accusé de réception.

A défaut de présentation des documents précités, il ne pourra être procédé à la signature de l'accord-cadre. La même demande sera réalisée auprès du candidat classé au rang inférieur.

Les pièces et attestations mentionnées au présent article, y compris pendant l'exécution du marché, sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

## 6.2 Signature des pièces de l'accord-cadre

La signature électronique des différents documents remis à l'appui des candidatures et des offres est possible, mais n'est pas obligatoire. Etant précisé qu'en répondant à la consultation, le candidat a accepté les conditions de celle-ci. Même non signées, sa candidature et son offre l'engagent pour la durée prévue à l'article 2.8 ci-avant.

En tout état de cause, il sera demandé au(x) soumissionnaire(s) pressenti(s) pour l'attribution du marché par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, la transmission des pièces du marché signées dans un délai calendaire de onze (11) jours.

**Adoma se réserve la possibilité de demander la transmission des pièces datées et signées par la personne dûment habilitée soit de façon manuscrite, en double exemplaire original (paragrahé, daté et signé), soit de façon électronique selon les modalités prévues par l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif la signature électronique des contrats de la commande publique.** Le format de signature exigé par Adoma (manuscrit ou électronique) sera précisé dans le courrier d'intention d'attribution du marché.

## ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, avant le 10.06.2024 à 17h00, une demande écrite via la plateforme de dématérialisation.

Une réponse sera alors adressée, par le biais de la plateforme de dématérialisation, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des propositions, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

## ANNEXE N°1 AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e), Madame, Monsieur, .....,

Directeur de ....., dûment habilité aux fins des présentes par un pouvoir en date du .....,

atteste sur l'honneur que la société [nom de la société], [forme de la société] au capital de ..... euros, dont le siège social est situé à ..... et immatriculée au ..... sous le numéro .....,

- n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L.2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique,
- est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à.....,

Le .....

Signature :

## **ANNEXE 2**

### **DEVIS ESTIMATIF ET QUANTITATIF - DQE**

**Cf Fichier Excel à compléter « Annexe 2 au règlement de consultation » DQE pour chacun des lots.**

## **ANNEXE 3**

### **Cadre de réponse du Mémoire Organisationnel et Technique**

Cf Fichier Word à compléter pour chacun des lots

## ANNEXE 4

### VISITES DE SITES PRECONISEES

LOT CONCERNE	NOM ET ADRESSE DU SITE	NOM DU CONTACT	TELEPHONE	MAIL
1	18 RUE MAURICE BRAUNSTEIN - <b>78200 MANTES LA JOLIE</b>	BOUCHER Nicolas	07 62 66 69 25	Nicolas.boucher@ adoma.cdc-habitat.fr
1	46 RUE DU DOCTEUR CHARCOT <b>91290 ARPAJON</b>	PIACZINSKI Marc	06 12 03 25 38	Marc.piaczinski@ adoma.cdc-habitat.fr
1	1 IMPASSE DE LA MOUCHETIERE <b>45140 INGRE</b>	MARTIN Sébastien	06 14 61 33 74	Sebastien.martin@ adoma.cdc-habitat.fr
1	56, RUE LOUIS ROBILLARD <b>14000 CAEN</b>	FLANDRIN Vanessa	06 67 11 84 16	Vanessa.flandrin@ adoma.cdc-habitat.fr
2	534 AV Père SOULAS <b>34090 MONTPELLIER</b>	DERSOIR Stéphane	06 14 97 82 57	Stephane.dersoir@ adoma.cdc-habitat.fr
2	3 Place PIERRE GASPARD <b>38100 GRENOBLE</b>	FRANTZ Jacky	06 61 17 64 41	Jacky.frantz@ adoma.cdc-habitat.fr
2	12 RUE DES SAINT-MARTINS <b>25000 BESANCON</b>	DAMERON Sylvain	06 22 58 25 38	Sylvain.dameron@ adoma.cdc-habitat.fr
2	64 RUE DES PETITES FERMES <b>67200 STRASBOURG</b>	HEILMANN Alexandre	07 63 77 96 89	Alexandre.heilmann@ adoma.cdc-habitat.fr



## ANNEXE 5

### BON DE VISITE

**Marché de vérification des Installations électriques, gaz, systèmes de sécurité incendie (SSI), lignes de vie et points d'ancrage du patrimoine Adoma.**

Ce document atteste la visite du site.

**Nom de l'entreprise candidate :** .....

**Coordonnées :** .....

**Représentée par :** .....

**NOM ET ADRESSE du(des) site(s)Adoma :**

**Date de la visite**

**Nom +Signature+cachet du représentant local ADOMA,**